

# Lutte contre la corruption et transparence dans la gestion publique : essai d'évaluation de l'action du gouvernement

## Introduction

La lutte contre la corruption et la promotion de la transparence dans la gestion des affaires publiques ont constitué des points forts dans le programme d'investissement du gouvernement de Abderrahman Youssoufi. L'engagement pris notamment dans la déclaration gouvernementale d'avril 1998 et réaffirmé depuis dans de nombreux discours et déclarations officielles intervient dans un contexte caractérisé par une prolifération sans précédent des actes de corruption et autres pratiques de détournement, de malversation et de dilapidation des deniers publics. Un contexte marqué aussi, sur le plan national, par les attentes pressantes exprimées à ce sujet tant par le tissu associatif, Transparency Maroc en tête, que par les opérateurs économiques et l'ensemble de la population. Un contexte marqué, enfin, sur le plan international, par l'orientation nouvelle de certains organismes internationaux et des principaux bailleurs de fonds vers la prise en compte de la « bonne gouvernance » comme composante de la dimension politique et institutionnelle des programmes de développement.

C'est dire combien les contraintes nationales et internationales sont aujourd'hui bien réelles et les attentes des uns et des autres si fortement insistantes qu'elles mettent le gouvernement devant une obligation de résultats tangibles.

Quelles réponses le gouvernement a-t-il apportées à ces multiples attentes ?

Quelles mesures et actions a-t-il mises en œuvre pour réaliser les objectifs qu'il s'est fixés au début de son investiture ?

Quel premier bilan peut-on faire de l'expérience gouvernementale en matière de lutte contre la corruption et de « moralisation de la vie publique » ?

Avant de tenter de répondre à ces multiples interrogations, il serait utile de retracer les grandes lignes du contexte général dans lequel s'est inscrite l'action gouvernementale.

**Amina Debbagh\***

**Kamal**

**El Mesbahi\*\***

\* Université Sidi  
Mohammed Ben  
Abdellah, Fès.

\*\* Université  
Mohammed V-Souissi,  
Rabat.

## I. Un contexte général relativement propice

Il est communément admis aujourd'hui que la pratique de la corruption au Maroc est devenue un phénomène endémique et systémique, touchant pratiquement tous les secteurs de la vie économique, sociale et politique. Qu'elle soit « petite » ou « grande », qu'elle prenne la forme de racket et d'extorsion ou qu'elle soit le fruit d'un « accord » entre deux parties consentantes, la corruption revêt désormais un caractère massif qui est largement reconnu par tous les acteurs sociaux, y compris par les pouvoirs publics.

Récemment encore, une enquête de Transparency International, réalisée par Transparency Maroc (TM) en octobre 2001 auprès de 1 000 ménages et de 400 entreprises de toutes les régions du Maroc, a révélé que la corruption est perçue comme un véritable obstacle au développement par 94 % des chefs d'entreprises, après le système fiscal (96 %). De même que 87 % des chefs de ménages interrogés la considèrent comme l'un des problèmes les plus importants du Maroc, après le chômage (98 %), le coût élevé de la vie (92 %) et les problèmes d'assainissement (91 %) (1).

Compte tenu de ses multiples conséquences négatives tant sur l'activité économique (découragement de l'investissement national et étranger, manque à gagner pour les finances publiques ...), sur la qualité de vie et la sécurité des citoyens que sur les valeurs morales et sociales de l'ensemble de la société, le phénomène de la corruption appelle des actions et des mesures d'urgence.

Il est important de souligner que le processus de lutte contre ce fléau, processus qui n'en est encore qu'à ses débuts, a été enclenché à la faveur d'un contexte national et international relativement propice. Contexte relativement propice car les résistances et les réticences demeurent encore très fortes. Le scepticisme l'est aussi. Mais force est aussi de reconnaître que l'existence et la prolifération de la corruption et autres pratiques de malversation et de détournement de fonds publics sont de plus en plus perçues et dénoncées comme une atteinte aux droits de l'homme et une négation de l'Etat de droit. Le thème de la lutte contre la corruption et de la transparence dans la gestion publique est ainsi devenu, depuis la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, un thème majeur des revendications de la société marocaine pour l'établissement d'un véritable Etat de droit.

Par ailleurs, et comme tout le monde le sait, le contexte économique et socio-politique interne a été marqué au milieu des années quatre-vingt-dix par la sortie d'une décennie d'ajustement structurel. Le coût social des restructurations économiques (rétablissement des équilibres globaux) s'est avéré extrêmement élevé. Pour y faire face, des aménagements politiques et institutionnels s'imposaient. L'impécuniosité relative de l'Etat réduisait sa marge de manœuvre et lui imposait des choix politiques à défaut de choix économiques permettant de combler le gap social. Plusieurs décisions majeures peuvent trouver leur explication comme substituts à ce

(1) Présentation des enquêtes "intégrité" réalisées par *Transparency Maroc*, Ronéo, janvier 2002.

rétrécissement de la marge de manœuvre de l'Etat : la réforme constitutionnelle, l'élargissement de l'espace des libertés, l'accord social d'août 1996, les élections législatives de 1997 et l'avènement du gouvernement d'alternance qui s'en est suivi. Ce sont là autant de facteurs politiques et institutionnels qui ont favorisé l'émergence d'un débat public sur la corruption.

Le tissu associatif, Transparency Maroc en tête, a lui aussi joué un rôle capital à ce niveau. En effet, depuis 1996, TM constitue le catalyseur de l'engagement de la société civile dans la lutte contre la corruption. Elle fait partie de cette nouvelle génération d'ONG marocaines qui œuvrent en faveur de la promotion d'une culture politique démocratique et civique, qui militent pour l'instauration de valeurs citoyennes d'éthique, de responsabilité et de transparence. Soutenue activement par un collectif associatif d'une cinquantaine d'ONG, cette association a pu insuffler une dynamique réelle à l'exigence de transparence dans la gestion des deniers publics et au processus de sensibilisation de la population à ce problème.

Depuis sa création, et malgré des moyens financiers et humains très limités, elle a pu entreprendre plusieurs actions se situant à des niveaux multiples : des campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires et dans les hôpitaux notamment ; des actions d'information, de recherche et de formation en procédant à des publications et en organisant des séminaires de formation pour les formateurs ; des actions d'interpellation des pouvoirs publics (le memorandum) et de plaidoyer auprès des partis politiques et des chambres du Parlement et des actions de partenariat dans le cadre de l'expérience « îlots de transparence » notamment.

Force est de constater que, le plus souvent, les autorités politiques ont été contraintes de s'inscrire dans cette dynamique, de prendre le train en marche. Ainsi, la « campagne de moralisation de la vie publique », initiée par le gouvernement Youssoufi, peut être considérée comme une réponse politique (2) aux demandes insistantes des ONG relatives à la gestion des deniers publics, demandes formulées bien avant l'avènement du gouvernement d'alternance. Cette réponse politique était d'autant plus importante que des demandes également insistantes et allant dans le même sens provenaient des acteurs économiques, par le biais de leur structure de représentation : la CGEM (Confédération générale des entreprises du Maroc).

Consciente des nouvelles exigences qu'impose le monde économique en termes de libéralisation des échanges, de concurrence exacerbée, de qualité, de rentabilité et de performances, la CGEM prône une nouvelle culture économique et inscrit son action contre toutes les formes d'abus de pouvoir, de dévoiement de la concurrence et d'économie de rentes. Elle en fait même un élément majeur de la nécessaire mise à niveau du tissu productif.

Globalement, la corruption est perçue par les opérateurs économiques comme l'un des obstacles les plus importants au processus de développement économique du pays, comme un handicap à sa transition d'une économie

(2) Même si l'appellation, « moralisation », semble plutôt suggérer que derrière une terminologie irréductible à la politique (en l'occurrence la morale) on veuille « dépolitiser » le débat autour de la question de la corruption. Ainsi il serait beaucoup plus simple de dénoncer des « cas » sans faire allusion aux mécanismes qui ont produit ces « cas ».

de rente et de privilèges à une économie ouverte et compétitive. Elle est ainsi abordée sous l'angle du respect de la libre concurrence et de la transparence aussi bien dans les relations des opérateurs économiques entre eux que dans les rapports entre le secteur privé et l'administration (fiscalité, douanes, marchés publics, octroi de permis d'exploitation, etc.).

Considérant que la corruption est l'ennemie de la compétitivité, une cinquantaine d'entreprises, appartenant à diverses fédérations professionnelles, se sont ainsi regroupées dans le cadre d'un Comité d'éthique (novembre 1998). Celui-ci a adopté une « Déclaration pour une éthique de l'entreprise » dans laquelle la CGEM « invite l'ensemble de ses membres à œuvrer pour l'élaboration d'une morale des affaires, d'un code de bonne conduite qui bannirait la corruption et les dérives de toute nature et aboutirait ainsi à une véritable éthique de l'entreprise ».

Le respect des règles de la concurrence et l'instauration de plus de transparence dans les transactions internationales sont des objectifs poursuivis aussi par de nombreux acteurs internationaux. Quelques mesures ont pu être prises, citons ici la convention de l'OCDE sur la transparence des transactions internationales qui est entrée en application en février 1999. Des organismes comme le PNUD ou l'OCDE, des agences d'aide comme l'USAID ou encore des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale considèrent de plus en plus la corruption et les autres dérives dans la gestion publique comme un handicap sérieux à leur action pour le développement. Des notions comme « la bonne gouvernance » apparaissent et se développent dans les discours. Même si elle recèle toujours une dose d'ambiguïté, la notion de « bonne gouvernance » se réfère, dans les démocraties occidentales, aux différents aspects de la vie publique : gestion efficace et équitable des deniers publics, responsabilité des gestionnaires et des hommes politiques (nécessité de rendre des comptes), respect de l'Etat de droit et transparence.

La Banque mondiale et le FMI accordent désormais une importance accrue aux politiques destinées à promouvoir la bonne gestion des affaires publiques. Ils invoquent souvent cette « bonne gouvernance » pour justifier le renforcement du contrôle de l'utilisation des ressources prêtées et des sanctions contre les manquements des pays-membres mais aussi la lutte contre la délinquance financière. A ce titre, un volet de lutte contre la corruption a été progressivement intégré dans la conditionnalité des programmes des deux institutions.

Quand on sait que de nombreux pays développés, européens notamment, approuvent cette nouvelle orientation des organismes financiers internationaux dans la promotion de la « bonne gouvernance » et qu'ils souhaitent intégrer cette notion dans les missions de contrôle et de soutien financier, on comprend que la plupart des pays en développement, dont le Maroc, n'ont guère le choix que d'inscrire la « bonne gouvernance » dans leurs programmes de gouvernement.

## **II. Les engagements du gouvernement pour « la moralisation de la vie publique »**

Les engagements du gouvernement pour « la moralisation de la vie publique » ont été clairement exprimés à de nombreuses occasions. Nous nous baserons ici essentiellement sur la déclaration gouvernementale au parlement du 17 avril 1998, sachant que d'autres discours et déclarations ont été faites à ce sujet, soit par le Premier ministre soit par le ministre en charge de ce dossier.

Il est essentiel de rappeler que le gouvernement actuel a pris ses fonctions sous le signe du changement. « La volonté de changement » est affirmée dès l'introduction de la déclaration du Premier ministre devant le parlement : « L'avènement d'un gouvernement d'alternance est un moment historique dans le cours de la modernisation de notre vie politique nationale. Il intervient après un long et patient processus qui traduit une volonté nationale d'engager le pays dans une dynamique profonde de changement et de progrès. (...) C'est là que réside l'un des atouts majeurs dont dispose le gouvernement pour conduire le « pacte pour le changement » qui constitue le fondement de son programme... »

Pour concrétiser ce « pacte pour le changement », le gouvernement s'est engagé à instituer une « nouvelle méthode de gestion gouvernementale », articulée autour de trois principes fondamentaux qu'il est important de relever

- inscrire son action dans la durée, en ayant une vision stratégique ;
- adopter une démarche globale et de proximité territoriale ;
- inscrire son action dans une approche participative et de concertation avec les principaux acteurs sociaux.

Cette nouvelle approche de gestion gouvernementale s'est imposée afin de faire face aux multiples défis que devait relever le nouveau gouvernement sur les plans politique, économique et social. De nombreux chantiers de réforme devaient être ouverts. « La moralisation de la vie publique » est l'un de ceux qui ont bénéficié d'une attention particulière dans le discours d'investiture. Deux secteurs en constituent l'ossature : la réforme et la modernisation de l'administration et la réforme de la justice.

Pour ce qui est de la réforme administrative, « un pacte de bonne gestion » est proposé. Il stipule que les membres du gouvernement doivent désormais ordonner leur action autour de trois préalables :

- un préalable éthique qui consiste à lutter contre « toutes les formes de déviance, d'abus de pouvoir et d'impunité » au sein de l'administration ;
- un préalable de « gestion rigoureuse, transparente et économe des deniers publics » ;
- un préalable d'ordre relationnel « fondé sur l'écoute et le service des citoyens et de l'entreprise ».

Dans ce cadre, le gouvernement s'est engagé à prendre les mesures nécessaires « visant à bannir les privilèges et à geler les hauts salaires en

attendant de réviser et de rationaliser le régime de rémunération de la fonction publique sur la base des critères de cohérence, d'équité, de mérite et de rendement ».

Ce « pacte de bonne gestion », qui a été adopté le 18 décembre 1998, vise à introduire plus de transparence dans le fonctionnement de l'administration et dans la gestion des affaires publiques. Il constitue, selon les termes-mêmes du texte de promulgation, « un appel solennel lancé par le gouvernement à l'intention de tous les fonctionnaires et agents publics en vue de contribuer par leur adhésion aux principes communs de bonne gestion à créer les conditions favorables à une mutation profonde de l'appareil administratif ».

Concernant la réforme de la justice, elle est appelée à occuper « une place privilégiée dans l'action gouvernementale », selon la première déclaration du Premier ministre. Celui-ci souligne, à juste titre, que « une démocratie soucieuse des règles de droit ne peut souffrir que le doute pèse sur la transparence, l'équité et la célérité de la justice. Le justiciable doit avoir la certitude que la loi est la même pour tous ». Le gouvernement Youssoufi s'est ainsi engagé à agir en vue de valoriser l'éthique professionnelle, de définir les responsabilités et d'assurer « une mobilisation nationale autour d'un programme de modernisation et de moralisation de notre système judiciaire ».

Pour concrétiser cet objectif, des mesures sont annoncées :

- le renforcement de l'inspection judiciaire ;
- l'amélioration de la formation des juges et des auxiliaires de justice et la révision de leurs statuts ;
- la mise au point d'un nouveau code de droit pénal et de procédure pénale.

Ainsi, nous constatons que le programme gouvernemental comporte des engagements clairs et précis, adoptant une vision globale et intégrée pour ce qui est de la lutte non seulement contre la corruption, mais également contre toutes les formes de déviance et de pratiques non transparentes dans la gestion des affaires publiques.

Au regard de ce programme ambitieux, quelles mesures ont été prises et quelles actions ont été menées en vue de le réaliser ?

### **III. Principales actions et mesures mises en œuvre par le gouvernement**

Depuis son investiture, le gouvernement Youssoufi a pris un certain nombre de mesures et entrepris quelques actions dans le domaine de « la moralisation de la vie publique ». Un premier bilan d'étape nous est fourni par le Premier ministre lui-même. Reconnaisant la difficulté de venir à bout des déviances et des dysfonctionnements qui caractérisent l'administration publique, il a réaffirmé, dans sa seconde déclaration devant le Parlement (13/01/2000), la volonté du gouvernement de persévérer dans

la voie de « la moralisation de la vie publique » et dans la mise en œuvre du « pacte de bonne gestion ». Près de deux ans après sa mise en place, le bilan du gouvernement est résumé par le Premier ministre dans les mesures suivantes (3) :

- l'adoption d'un certain nombre de textes de lois et de règlements renforçant l'éthique et la transparence dans les domaines de l'économie, de l'investissement et de l'entreprise ;

- l'examen des rapports d'audit et d'enquête sur les établissements publics et les collectivités locales qui connaissent des « dérapages » dans la perspective d'entamer des poursuites judiciaires contre les responsables ;

- la création d'un Comité national de lutte contre la corruption (CNLC) (4) chargé de proposer des plans d'action à court et moyen terme pour combattre ce fléau ;

- l'étude d'un projet de réforme des procédures d'octroi des licences d'exploitation et des agréments dans le sens de plus de transparence et de respect de la concurrence, l'objectif étant de mettre fin aux privilèges et aux dérives dans certains secteurs comme les transports ou l'exploitation des carrières ;

- la préparation de projets de lois et de règlements destinés à activer deux organes essentiels pour la réforme de l'administration, à rationaliser et à moraliser le travail administratif, à savoir : le Conseil supérieur de la fonction publique et les inspections générales des ministères ;

- la décision de désigner un délégué ministériel chargé de l'élaboration d'un projet de révision du système des salaires dans la fonction publique et du système des retraites civiles et militaires ;

- les instructions concernant la mise en œuvre du « pacte de bonne gestion », il s'agit en particulier de la révision des textes d'application de la loi sur le patrimoine immobilier et les valeurs mobilières, de la suppression du système d'indemnisation des cadres de la fonction publique, des collectivités locales et des établissements publics (jetons de présence dans les conseils d'administration), le cumul des fonctions... ;

•

la rationalisation des dépenses publiques par l'extension de l'application de la réforme de la gestion du parc auto aux établissements publics et aux collectivités locales, la rationalisation de la gestion des ordres de mission à l'étranger, la réduction de l'absentéisme des fonctionnaires ;

- l'amélioration de l'information et de la communication avec les usagers par la création de départements juridiques et de cellules d'information au sein de chaque ministère, l'annonce de la préparation d'un projet de loi sur l'« institution du médiateur ».

Avec le soutien des principaux bailleurs de fonds (PNUD, Banque mondiale et USAID notamment), le gouvernement a ainsi engagé une série de projets de réformes dans les domaines de l'administration publique, de la justice, de l'ensemble du corps d'inspection générale de l'administration

(3) Voir le texte de la déclaration du Premier ministre devant le Parlement, 13 janvier 2000.

(4) Rappelons que ce Comité a changé de nom deux fois. Initialement dénommé « Comité national de lutte contre la corruption », il a été renommé successivement « Commission de lutte contre la corruption et de moralisation de la vie publique », puis « Commission de moralisation de la vie publique ».

publique, le renforcement du rôle de la Cour des comptes, etc. Ces réformes sont sensées contribuer, à long terme, à la réduction de l'ampleur de la corruption puisque s'attaquant aux causes qui en sont à l'origine (pouvoirs discrétionnaires, rigidité et lourdeur des procédures, etc.).

Par ailleurs, des campagnes annuelles de sensibilisation dans les institutions scolaires et dans les maisons de jeunes ont été menées, et un important dispositif institutionnel, juridique et réglementaire a été mis en place. Outre les textes visant la mise en application du « pacte de bonne gestion » (il existe de nombreuses circulaires du Premier ministre à ce sujet), nous pouvons citer la loi sur la concurrence (décembre 1999), le code des douanes (janvier 2000), le décret sur la passation des marchés publics (décembre 1998), la loi 08-01 relative à l'exploitation des carrières (adoptée par le parlement en janvier 2002), la promulgation du texte créant l'institution *Diwan Al Madalim* (décembre 2001). Certains de ces textes sont déjà entrés en application, d'autres n'ont pas réellement correspondu aux attentes et intentions affichées, et d'autres encore connaissent des difficultés de mise en œuvre, comme nous le verrons plus loin.

En revanche, de nombreuses autres mesures demeurent encore à l'état de projets, comme la simplification des procédures administratives (projet d'étude « Parcours du citoyen » avec la Banque mondiale), la réforme judiciaire et particulièrement celle du code pénal, ou encore l'instauration de services d'accueil et d'information au sein des administrations. D'autres mesures n'ont pu entrer en application que récemment, c'est le cas de la campagne médiatique sur la « moralisation de la vie publique » (premiers spots diffusés en mars 2002) et de la campagne d'affichage des prix, important volet de la loi sur la concurrence (mai 2002).

Au regard de l'ensemble de ce dispositif, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur l'impact de cette politique de « moralisation de la vie publique », notamment en termes de réduction de la corruption et de transparence dans la gestion des affaires publiques.

#### IV. Quel bilan ?

Rendons tout d'abord justice au gouvernement Youssoufi d'avoir porté le débat sur la corruption sur la scène publique, notamment par la discussion de la possibilité de mise en place d'une politique de lutte contre ce fléau. Le débat à ce propos relève désormais du domaine public, et il est essentiel de se rappeler qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Il fut un temps, en effet, où des militants de partis politiques ou d'ONG payaient de leur liberté et parfois de leur vie pour avoir osé dénoncer des pratiques non transparentes et des actes de corruption et de malversations de toutes sortes. Le phénomène n'était pas reconnu officiellement, même s'il avait atteint des dimensions démesurées tant sous la forme d'une « grande corruption » (transactions internationales, marchés publics...) que sous celle d'une corruption généralisée dans la vie quotidienne. Il n'y avait pas d'entité qui s'occupait



de la moralisation de la vie publique, et même le ministère des Droits de l'Homme n'avait pas de politique dans ce sens. La possibilité d'une politique de lutte contre la corruption n'était même pas évoquée. Tout au plus avaient lieu de temps à autre et de façon conjoncturelle des « campagnes d'assainissement » (celle de 1996 entre autres) qui obéissaient à des motivations autres que la lutte contre la corruption ou autres formes de malversations.

Ces temps sont heureusement révolus, et aujourd'hui il ne se passe pas de semaine, voire de jour, sans que la presse quotidienne ou hebdomadaire ne nous relate « un cas » ou « une affaire » de corruption, de détournement des deniers publics, etc. (5)

Cependant, si le droit à l'information et la levée du tabou constituent des acquis importants à ne pas négliger, il est tout aussi important d'évaluer l'impact réel de l'action gouvernementale quant à la régression du phénomène de corruption et des autres pratiques non transparentes dans la gestion publique. Les difficultés qui se dressent face à une évaluation objective de « la politique de moralisation de la vie publique » telle qu'elle a été menée jusqu'à maintenant sont nombreuses. Deux d'entre elles méritent d'être soulignées :

- la première est que la plupart des projets de réforme de l'administration et de la justice notamment ne peuvent révéler leurs résultats qu'à moyen et long termes. A supposer qu'ils soient déjà entrés en application (ce qui n'est pas le cas pour tous les projets), il est encore trop tôt de pouvoir juger de leur pertinence et de leur efficacité quant à la réduction des pratiques non transparentes ;

- la seconde est que du fait de la difficulté de mesure du phénomène de corruption (qui est un échange clandestin, par définition) et de l'absence de données plausibles sur son ampleur, on ne dispose pas d'éléments de références, de points de repère, pour pouvoir faire des comparaisons « avant-après » gouvernement d'alternance.

Aussi, on ne peut que se baser sur les résultats des enquêtes quantitatives et qualitatives qui ont été menées à ce sujet auprès des principaux acteurs de la vie économique, sociale et associative. Selon *Transparency Maroc*, par exemple, les mesures initiées par le gouvernement restent limitées à certains départements et « ne constituent pas un programme gouvernemental ou une ligne de conduite générale qui s'inscriraient dans une perspective stratégique de lutte contre la corruption dans ses diverses manifestations aux plans politique, économique et social (6).

TM continue de reprocher au gouvernement de ne pas assumer ses responsabilités :

- en adoptant, avec la participation de tous les acteurs, un programme cohérent avec des moyens affichés et des mesures actives de lutte contre la corruption ;

- en supprimant la Cour spéciale de Justice comme juridiction d'exception et en soumettant les dossiers de corruption à des juridictions

(5) Il suffit de jeter un coup d'œil sur les huit numéros déjà publiés de la *Revue de presse de l'Observatoire national de la corruption*, TM.

(6) Déclaration de TM à l'occasion de la 6<sup>e</sup> journée nationale de lutte contre la corruption, 6/01/2002.

de droit commun ;

- en généralisant les enquêtes et les audits à tous les établissements publics qui connaissent une détérioration de leur gestion et ne plus se contenter d'initiatives exceptionnelles, qui revêtent souvent le caractère « d'effet d'annonce », comme les enquêtes parlementaires sur le CIH (déjà publiée) ou la CNSS (en cours).

A souligner que TM s'est retirée de la « Commission de moralisation de la vie publique » (ex-Comité national de lutte contre la corruption), en décembre 2001, « à cause de son incapacité à impulser une politique officielle qui exprime une volonté claire de mettre en place une stratégie cohérente de lutte contre la corruption (7) ».

(7) Voir le communiqué de presse publié le 11 décembre 2001.

Cette opinion est partagée par une large partie de la population si l'on en croit les résultats des enquêtes précitées. En effet, selon le sondage d'opinion effectué du 1<sup>er</sup> au 13 septembre 2001 par CSA-TMO au profit de *l'Association Maroc 2020*, 80 % des 1 200 personnes interrogées estiment que le gouvernement d'alternance n'a pas réussi dans sa politique de lutte contre la corruption.

(8) Enquête déjà citée, voir note 1.

Les résultats de l'enquête nationale d'intégrité (8) sont encore plus explicites. Concernant l'évolution de la corruption durant les trois dernières années, 40 % des entrepreneurs et 41 % des chefs de ménage interrogés pensent que le phénomène s'est étendu et respectivement 45 % et 36 % estiment qu'il s'est stabilisé. En revanche, 14 % des entrepreneurs et 11 % des ménages jugent que la grande corruption a légèrement ou beaucoup reculé. Les pourcentages sont de 6 % et de 12 % concernant la petite corruption. Autre résultat intéressant à relever : 88 % des entreprises et 57 % des ménages enquêtés sont convaincus que le gouvernement ne se penche pas sérieusement sur le problème et qu'il y a absence d'une véritable volonté politique allant dans ce sens.

En attendant, le mal continue de sévir, et les dernières données officielles sont alarmantes, même si elles demeurent partielles. Destinées à montrer les résultats concrets de la politique gouvernementale en matière de lutte contre la corruption, ces données peuvent être considérées comme des indices alarmants du niveau atteint par le fléau dans le pays. Ainsi et selon le MAGG (conférence de presse du 26 février 2001), entre 1998 et 2000 :

- la Gendarmerie royale a enregistré 10 302 cas de corruption traduits devant la justice, 55 gendarmes ont été suspendus pour corruption ;
- le ministère de la Justice a déclenché des poursuites administratives et judiciaires contre 2 080 fonctionnaires de la justice (juges, avocats, notaires, aides judiciaires, experts et interprètes assermentés, employés de l'administration pénitentiaire, adouls, etc.), le tiers a été traduit devant la justice ;
- le ministère de l'Intérieur a procédé à l'audit de 249 communes urbaines, 25 communes rurales et 71 provinces et préfectures. Ces collectivités représentent 75 % du budget et plus de 70 % des emplois de

l'administration territoriale. Cette année, 14 présidents de communes ont été suspendus et 119 ont reçu des demandes d'explication dont 68 destinées à des présidents de communes urbaines ;

- l'Inspection générale des finances (IGF) a effectué, durant la même période, 33 enquêtes sur des entreprises publiques, 57 audits concernant le financement de projets publics, 20 audits financiers d'entreprises publiques, 27 autres enquêtes et études. Cet organisme a aussi remis 8 dossiers à la Cour suprême (5 autres rapports sont encore en instance), et 3 dossiers à la Cour spéciale de Justice (CSJ).

Brièvement et pour conclure, on peut considérer qu'en termes de déclarations d'intention, de promulgation de textes et d'initiation de grands projets de réformes de l'administration, de la justice, de la douane, etc., le bilan du gouvernement est globalement positif. Mais, en termes d'actions concrètes, de mise en application des textes et de poursuites judiciaires à l'encontre des contrevenants, le bilan après quatre années de gouvernement est plutôt modeste.

Cette modestie est en contraste, d'une part, avec les attentes de la population en matière de lutte contre toutes les formes de privilèges et de malversations, perçues comme des causes essentielles de l'aggravation des inégalités sociales, du chômage et de la pauvreté et, d'autre part, avec un contexte socio-politique relativement favorable pour aller dans ce sens. Il est communément admis que les pouvoirs publics n'exploitent pas suffisamment la « marge de manœuvre » (malgré les résistances aux réformes, d'origines diverses) dont ils disposent aujourd'hui pour faire avancer concrètement le combat contre la corruption. Or, le gouvernement a « une obligation de résultats », et tout progrès dans ce domaine reste lié à :

- sa capacité à honorer son engagement à « moraliser la vie publique » et à instaurer plus de transparence dans la gestion des affaires publiques, en réduisant notamment le fossé entre déclarations officielles et mise en œuvre de mesures concrètes ;

- l'inscription de son action dans une démarche cohérente, combinant réformes globales et actions ciblées ayant plus d'impact en termes de régression de la corruption : fin du système d'impunité ; évaluation et suivi des actions entreprises ; engagement d'une vaste campagne d'information et de communication sur les réformes ; large débat autour des systèmes de nomination ; mesures et actions menées en usant des médias publics à large diffusion ; poursuite des campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires, les hôpitaux, etc.

- sa capacité à fédérer et à mobiliser toutes les énergies aujourd'hui disponibles et acquises à la cause, tels les principaux acteurs de la société civile : le monde de l'entreprise et le tissu associatif.